



AGIR pour la
BIODIVERSITÉ

Eolien et biodiversité

Séminaire
2017



21 et 22 novembre

Artigues-près-Bordeaux



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE





AGIR pour la
BIODIVERSITÉ

Eolien et biodiversité



Séminaire
2017

21-22 Novembre, 33370 Artigues-près-Bordeaux

Eolien et biodiversité : prise en compte des enjeux relatifs à la biodiversité dans le cadre réglementaire français

Michel PERRET

Direction de l'eau et de la biodiversité / ministère de la transition
écologique et solidaire



I – LES EFFETS DES PARCS EOLIENS TERRESTRES SUR LA BIODIVERSITE AU REGARD DES OBJECTIFS ET DES PRINCIPES GENERAUX DE LA REGLEMENTATION

- les effets des parcs éoliens terrestres sur la biodiversité :

- * au sol : pas sensiblement différents d'autres infrastructures et aménagements (sauf quelques cas particuliers)

- * dus aux pales (lors du fonctionnement des machines) : chiroptères et oiseaux ; mortalité, altération de la fonctionnalité des domaines vitaux ; des sensibilités différentes en fonction des espèces ; des impacts différents en fonction de l'état de conservation des espèces.

- les objectifs généraux de la réglementation de protection de la biodiversité :

- * pour les espèces et les habitats naturels : le maintien ou l'atteinte d'un état de conservation favorable (réglementation relative aux espèces protégées en application de l'article L. 411-1 du code de l'environnement) ; le respect des objectifs de conservation des sites Natura 2000 (en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement) ;

- * ils intègrent les exigences des directives européennes « oiseaux » et « habitats, faune et flore »





I – LES EFFETS DES PARCS EOLIENS TERRESTRES SUR LA BIODIVERSITE AU REGARD DES OBJECTIFS ET DES PRINCIPES GENERAUX DE LA REGLEMENTATION

- la nature de l'impact sur l'état de conservation des espèces et des habitats naturels : notion d'effets significatifs ou non ;
- la transparence écologique / pas de perte nette de biodiversité à l'occasion des projets (voire dans certains cas, un gain !)
- l'application de la séquence ERC (éviter, réduire et compenser) en vue de l'atteinte des objectifs fixés par la réglementation et ses principes

II – LE CADRE REGLEMENTAIRE

A / La planification

Le schéma régional éolien (article L. 222-1 et R. 222-2 du de code l'environnement)





B/ Les principaux éléments du régime d'autorisation administrative applicable aux parcs éoliens terrestres

1/ aux termes de la réglementation nationale, les parcs éoliens terrestres constituent des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) au sens du code de l'environnement.

2/ à l'exception de petites installations, les parcs éoliens sont soumis à autorisation administrative au titre de la réglementation ICPE ; dans ce cas, il sont soumis à une étude d'impact

3/ depuis le 1^{er} mars 2017, cette autorisation administrative prend la forme de l'autorisation environnementale, prévue à l'article L. 181-1 du code de l'environnement.

4/ La constitution de la demande d'autorisation, son instruction, la mise en œuvre du projet, les contrôles et les sanctions qui lui sont applicables sont précisés aux articles L. 181-1 à L. 181-36 et R. 181-1 à R.181-56 du code de l'environnement.



5/ L'autorisation environnementale tient lieu des autorisations et absences d'opposition suivantes (notamment) lorsque le projet de parc éolien les nécessite :

- Dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° de l'article L. 411-2 ;
- Absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 en application du VI de l'article L. 414-4 ;
- Autorisation spéciale au titre des réserves naturelles en application des articles L. 332-6 et L. 332-9 lorsqu'elle est délivrée par l'Etat et en dehors des cas prévus par l'article L. 425-1 du code de l'urbanisme où l'un des permis ou décision déterminés par cet article tient lieu de cette autorisation ;

6/ Le projet ne peut être autorisé que si chacune des exigences au titre de ces différentes réglementations est satisfaite.





7/ Les intérêts du régime d'autorisation environnementale :

- imposer des prescriptions couvrant l'ensemble de la durée de vie du parc éolien (construction, mise en service, exploitation et démantèlement) ;
- le contrôle du fonctionnement du parc pour vérifier :
 - * la mise en œuvre effective des mesures de maîtrise des risques et des impacts ;
 - * la conformité des dispositifs par rapport aux engagements pris par le pétitionnaire dans sa demande d'autorisation initiale et à l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- l'application de sanctions administratives (sans préjudice des sanctions pénales) en vue du respect des prescriptions initiales ; par ailleurs les prescriptions fixées initialement peuvent être révisées au cours de la vie de l'installation si cela est nécessaire pour répondre aux objectifs de la réglementation ;





7/ Les intérêts du régime d'autorisation environnementale :

- l'exploitation des parcs éoliens est encadrée par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.
- l'art. 12 de l'arrêté impose a minima à toute installation éolienne :
 - * La réalisation d'un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs au moins une fois au cours des trois premières années de fonctionnement puis tous les dix ans ;
 - * L'obligation d'appliquer un protocole de suivi harmonisé, reconnu par le ministère ; le protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres impose qu'une copie des résultats des suivis soit fournie par l'exploitant au Muséum national d'histoire naturelle
 - * L'obligation de tenir ce suivi à la disposition de l'inspection des installations classées
- L'ensemble des obligations prévues par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 peuvent être renforcées par l'arrêté préfectoral si le contexte local le justifie





8 / Le déroulé de la procédure d'instruction de la demande d'autorisation environnementale

Le cas de l'instruction de la dérogation à la protection stricte des espèces constituée, lorsqu'elle est nécessaire, dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale

La diapositive suivante en trace les principales étapes



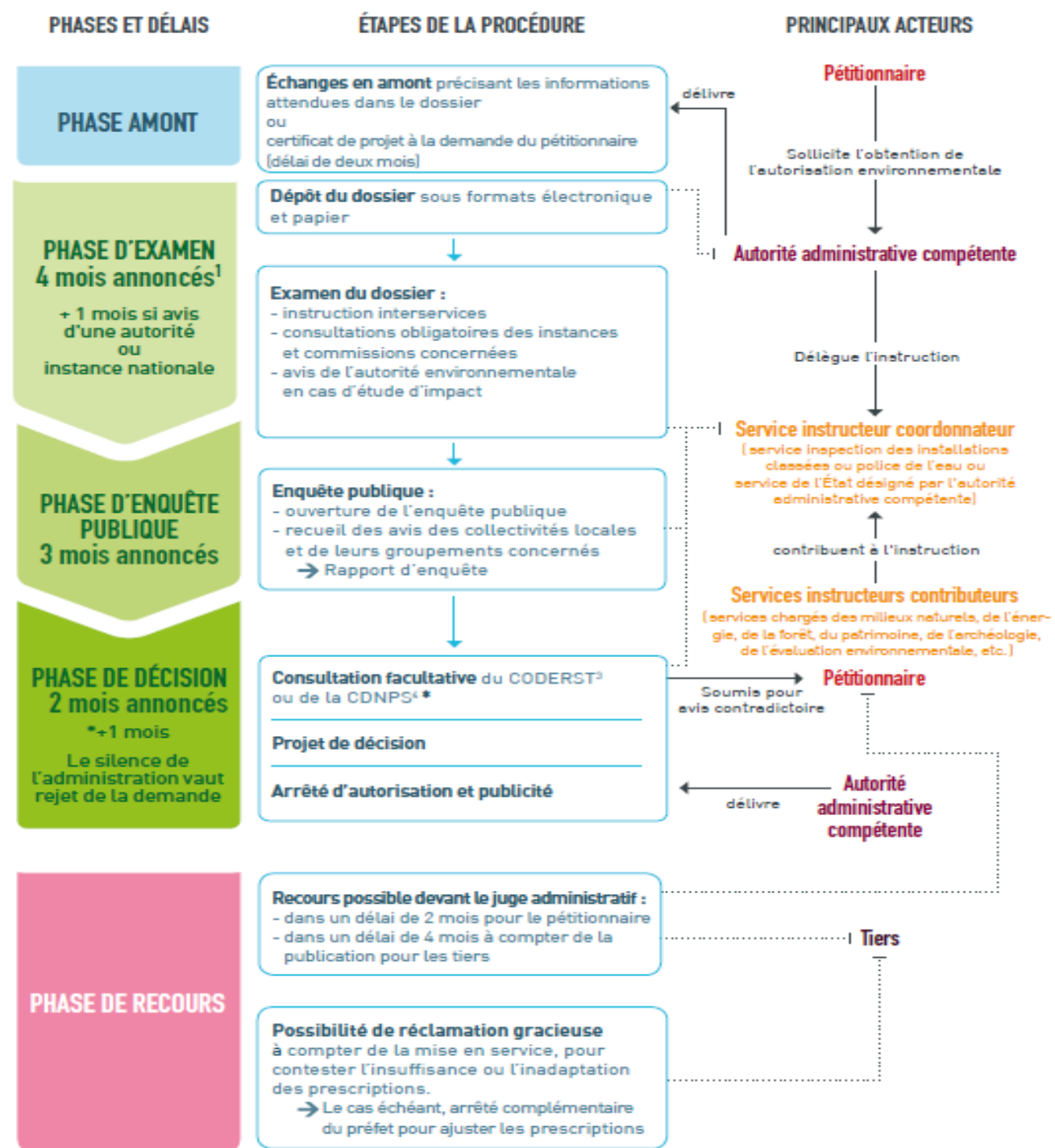
La dérogation espèces protégées dans la procédure d'autorisation environnementale

Pré-cadrage des projets au sein des pôles éoliens (L. 181-5 du CE)
→ porter à la connaissance du pétitionnaire les enjeux

Préfet saisit pour avis le Conseil national de la protection de la nature – R. 181-28 du CE
avis sous 2 mois – (principe du silence vaut accord). Si « espèce sensibles » et CNPN défavorable ou réservé → avis conforme demandé au ministre en charge de la protection de la nature

Avis CNPN pris en compte dans la décision d'autoriser ou de refuser

Pas de construction possible avant la délivrance de l'autorisation environnementale (L. 181-30 du CE)





C/ la prise en compte des enjeux relatifs aux espèces protégées dans le cadre des projets

Nota bene : on se rapportera au guide national publié en mars 2014 par le ministère en charge de l'environnement, relatif à l'application de la réglementation « espèces protégées » dans le cas des parcs éoliens terrestres

1/ Rappels législatifs et réglementaires :

- les interdictions prévues à l'article L. 411-1 du code de l'environnement et fixées par groupes d'espèces/espèces dans des arrêtés ministériels d'application ; quelques notions complémentaires : la perturbation intentionnelle ; la destruction, dégradation, altération des aires de repos et des sites de reproduction ; la mortalité accidentelle ;
- les possibilités d'y déroger par la dérogation prévue à l'article L. 411-2 du code de l'environnement ; sous réserve de respecter trois critères : a) l'intérêt à agir (la raison impérative d'intérêt public majeur ; b) l'absence d'autres solutions satisfaisantes ; c) ne pas nuire au maintien ou au rétablissement de l'état de conservation des espèces ;



2/ Conséquences : les points clés du respect de la réglementation relative aux espèces protégées

- les connaissances acquises sur l'état initial de l'environnement ainsi que sur les effets prévisibles des installations ; la prise en compte précoce des enjeux ;
- la qualité de l'étude d'impact : un outil pour appliquer la séquence ERC et pour qualifier l'impact résiduel des installations sur la biodiversité ;
- l'évitement des impacts ; les principales mesures d'évitement : zones fréquentées par les espèces à risque, zones de migration, linéaires convergents, zones de boisement, minimiser les zones perturbées, conserver les continuités écologiques, éviter les effets cumulatifs (prise en compte des ouvrages existants, éviter la densification, réduire le nombre de machines).





- la réduction des impacts ; les principales mesures de réduction : limiter la fréquentation du site, éviter les travaux pendant les phases de reproduction, suivi environnemental du chantier, disposition des éoliennes, régulation du fonctionnement des éoliennes, modification des hauteurs des mâts, des longueurs des pales, effarouchement, maîtriser l'attractivité (milieux, luminosité, attractivité pour les insectes).

- l'évaluation de l'impact résiduel des impacts, après mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction. Au regard des effets des parcs éoliens, prise en compte à cet effet :

- * des risques de mortalité et de l'effet prévisible sur la dynamique des populations d'espèces ;
- * de la perturbation des continuités écologiques, des fonctionnalités écologiques et de leurs effets sur l'évolution des populations d'espèces ;
- * de l'importance et de la qualité des sites de reproduction et des aires de repos, des domaines vitaux perturbés et des effets du projet sur l'utilisation de ces habitats par les espèces ;
- * de l'état de conservation initial des populations d'espèces ;
- * des effets cumulés (pressions récentes et prévisibles)





- situations justifiant l'octroi d'une dérogation à la protection stricte des espèces : dès lors que l'étude d'impact conduit, malgré l'application des mesures d'évitement et de réduction, à un impact sur la permanence des cycles biologiques provoquant un risque de fragilisation de la population impactée ;
- de tels impacts résiduels significatifs doivent être compensés dans la logique de maintien ou de rétablissement de l'état de conservation des espèces
- les principales mesures compensatoires : renforcement de corridors écologiques, création de zones favorables pour les espèces, participation aux programmes de conservation, réduction des mortalités causées par d'autres activités.





- en résumé, trois cas de figure :

- * impossibilité de se conformer aux objectifs de la réglementation au regard des impacts (impératif d'éviter les impacts et de déterminer un autre site pour l'installation)

- * dérogation à la protection des espèces dans le cadre de l'autorisation environnementale (les mesures ERC permettent de respecter les objectifs de la réglementation)

- * absence de dérogation dans le cadre de l'autorisation environnementale (les mesures ER permettent de respecter les objectifs de la réglementation)

- le suivi environnemental pour vérifier la validité des conditions de fonctionnement des parcs au regard de l'objectif de la réglementation ;

- le cas échéant, en fonction du suivi, l'ajustement de ces conditions de fonctionnement ;



D/ la prise en compte des enjeux relatifs à Natura 2000

1/ l'obligation de procéder à une évaluation des incidences Natura 2000 pour les projets soumis à l'autorisation environnementale, ainsi que pour les projets éoliens soumis à déclaration ICPE (ou non) si ce type de projet figure sur des listes départementales complétant les dispositions nationales

2/ le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 – Il comprend en particulier un exposé des raisons pour lesquelles le projet est susceptible ou non d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 (compte tenu de l'ampleur du projet, de sa distance avec le site N2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes et des objectifs de conservation du site).

3/ s'il apparaît à ce stade qu'un site est susceptible d'être affecté, le dossier sera complété par une analyse plus détaillée **des effets permanents, temporaires, directs ou indirects** que le projet peut avoir ainsi que ses effets cumulés avec d'autres projets en cours.





4/ s'il résulte de cette analyse que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier sera complété par un exposé **des mesures prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables**.

L'effet significatif ne doit être apprécié qu'après prise en compte des mesures d'évitement ou de réduction.

5 / une activité est susceptible de porter atteinte aux objectifs de conservation du site si :

- elle risque de retarder ou d'interrompre la progression vers l'accomplissement des objectifs de conservation du site ;
- de déranger les facteurs qui aident à maintenir le site dans des conditions favorables ;
- de changer l'équilibre du site en tant qu'écosystème ;
- de réduire la surface de l'habitat ;
- de réduire la population d'espèce.

6 / la procédure dérogatoire pour les projets justifiant d'une raison impérative d'intérêt public majeur ; si, de plus : a) absence d'autres solutions alternatives ; b) des mesures compensent l'incidence négative du projet.

Selon les cas : information ou avis de la Commission européenne





AGIR pour la
BIODIVERSITÉ

Eolien et biodiversité



Séminaire
2017

21-22 Novembre, 33370 Artigues-près-Bordeaux

Conclusion

Discussion



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE

